



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 20

Loi abrogeant la Loi concernant les droits sur les divertissements

Présentation

**Présenté par
M. Claude Ryan
Ministre des Affaires municipales**

**Éditeur officiel du Québec
1992**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi abroge la Loi concernant les droits sur les divertissements à compter du 1^{er} juillet 1992. Il prévoit que les droits continuent d'être perçus avant cette date pour un divertissement devant avoir lieu après le 30 juin 1992 et qu'ils ne peuvent être remboursés en raison de l'abrogation de la loi. Il prévoit en concordance que la taxe de vente du Québec n'est pas perçue à l'égard du prix payé pour participer ou assister à un tel divertissement.

Il valide également la perception des droits qui a été faite ou qui se fera avant le 1^{er} juillet 1992 pour un divertissement qui a eu lieu ou qui aura lieu après le 31 décembre 1991, même si la municipalité concernée a fait défaut d'adopter et de mettre en vigueur au préalable le règlement légalisant cette perception.

Projet de loi 20

Loi abrogeant la Loi concernant les droits sur les divertissements

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Loi concernant les droits sur les divertissements (L.R.Q., chapitre D-14) est abrogée.

2. L'article 1 a effet à compter du 1^{er} juillet 1992.

Lorsque le prix d'entrée dans un lieu d'amusements situé sur un territoire où s'appliquent les articles 2 à 16 de la Loi concernant les droits sur les divertissements est payé, avant le 1^{er} juillet 1992, pour permettre à une personne d'assister ou de prendre part, après le 30 juin 1992, à un amusement dans ce lieu, le droit sur les divertissements est payable et doit être perçu en même temps que le prix d'entrée.

Toute disposition de la loi abrogée ou d'un règlement adopté ou d'une entente conclue en vertu de celle-ci conserve ses effets, malgré l'abrogation de la loi, à l'égard des droits payables avant le 1^{er} juillet 1992 qui n'ont pas été remis, avant cette date, à la municipalité à laquelle ils sont dus.

3. Est validée la perception du droit sur les divertissements effectuée avant le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*), en tant qu'elle a eu lieu en l'absence d'un règlement de la municipalité déclarant applicables sur son territoire les articles 2 à 16 de la Loi concernant les droits sur les divertissements. Le droit appartient à la municipalité.

La validation ci-dessus n'atteint pas une cause pendante le (*indiquer ici la date de la présentation du présent projet de loi*).

4. Sous réserve des articles 1 et 2 de la présente loi, sur un territoire visé par la validation ci-dessus, les articles 2 à 16 de la Loi concernant les droits sur les divertissements sont applicables sans que la municipalité ne soit tenue d'adopter de règlement en vertu de l'article 1.1 de cette loi.

5. Aux fins des articles 3 et 4 de la présente loi, est applicable tout règlement qui a été adopté par la municipalité en vertu de la Loi concernant les droits sur les divertissements et qui était en vigueur le 31 décembre 1991. Il en va de même de toute entente conclue par la municipalité en vertu de cette loi.

6. Malgré les dispositions de la Loi sur la taxe de vente du Québec et modifiant diverses dispositions législatives d'ordre fiscal (1991, chapitre 67), aucune taxe prévue au titre premier de cette loi n'est payable à l'égard du prix d'entrée dans un lieu d'amusements situé sur un territoire où s'appliquent les articles 2 à 16 de la Loi concernant les droits sur les divertissements payé, avant le 1^{er} juillet 1992, pour permettre à une personne d'assister ou de prendre part, après le 30 juin 1992, à un amusement dans ce lieu, lorsque, conformément au deuxième alinéa de l'article 2 de la présente loi, le droit sur les divertissements est payable et doit être perçu en même temps que le prix d'entrée.

7. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).